

« Capitalisme et éthique »

Débat d'idées franco-allemand avec Patrick Savidan et Gerhard
Minnameier Université Goethe de Francfort, 4 juillet 2012

Johannes Wetzel

Traducteur : Céline Lebret



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7368>

DOI : 10.4000/ifha.7368

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Johannes Wetzel, « « Capitalisme et éthique » », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 5 | 2013, mis en ligne le 17 février 2014, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7368> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.7368>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

©IFHA

« Capitalisme et éthique »

Débat d'idées franco-allemand avec Patrick Savidan et Gerhard Minnameier Université Goethe de Francfort, 4 juillet 2012

Johannes Wetzel

Traduction : Céline Lebreton

- 1 Depuis la crise, les promesses de l'économie de marché en termes de bien-être et de bonheur sont remises en cause. Le capitalisme financier et ses dérives ont accentué les critiques envers le système. Cette discussion a porté sur les rapports entre capitalisme et morale, les responsabilités partagées entre entrepreneurs, consommateurs et État, et sur l'équilibre à trouver entre éthique et efficacité. Un résumé du débat ainsi que des interviews des participants sont disponibles sur le site <http://www.wachstum-wohlstand.de/>.
- 2 En coopération avec la Bertelsmann Stiftung, l'IFHA a développé de 2011 à 2013 un cycle de débats franco-allemands autour de la problématique « *Wachstum und/oder Wohlstand – Croissance et/ou Bien-être* ». L'idée de ce cycle est issue du rapport de la commission Stiglitz qui devait réfléchir aux interactions entre croissance économique et bien-être social. La commission concluait qu'il fallait cesser de considérer la croissance économique comme une fin en soi et qu'il était temps de définir des orientations qui ne soient pas seulement liées à la production et prennent davantage en compte le bien-être des populations. Les débats organisés par l'Institut français dans toute l'Allemagne portèrent sur les évolutions des sociétés allemande et française et interrogèrent les possibilités d'un développement durable dans différents domaines (démographie, environnement, recherche, politique, intégration, économie, etc.) Des universitaires, des intellectuels, des acteurs de la vie économique ou politique issus des deux pays étaient invités à débattre et à répondre aux questions du public allemand. Afin de prolonger le débat, des interviews filmées des intervenants ainsi que des résumés de leur intervention ont été mis en ligne sur un site internet dédié au cycle, permettant ainsi à ceux qui n'auraient pas assisté à la manifestation de poursuivre la discussion. <http://www.wachstum-wohlstand.de/>
- 3 Dans ce cadre, et après avoir déjà organisé en 2011 un débat dédié à la conciliation entre famille et travail en Europe, l'Institut français d'histoire a choisi de consacrer une discussion aux rapports entre éthique et capitalisme, thème qui convenait bien à la

métropole financière qu'est Francfort. Le débat a réuni Patrick Savidan, professeur de philosophie à l'université de Poitiers, et Gerhard Minnameier, professeur d'économie en charge des cours d'éthique des affaires à l'université Goethe de Francfort.

- 4 On reproche souvent aux banques d'avoir asphyxié l'économie mondiale, provoqué une crise bancaire et une crise de la dette publique et de s'être redressées grâce à l'argent des contribuables, alors que leurs responsables continuent de toucher des salaires et des bonus énormes. On a fait le procès d'un « capitalisme prédateur », dépourvu de morale. Peut-on toutefois exiger de l'économie qu'elle ait une éthique ? En 2009, soit un an après la faillite de Lehman Brothers, le dirigeant de la *Deutsche Bank*, Josef Ackermann, défendait dans une conférence l'économie de marché qui permet selon lui d'assurer un bien-être à tous grâce à la libre concurrence des individus et des entreprises. On rejoint là le thème du cycle de débats : croissance et/ou bien-être ? On n'a pourtant pas attendu la crise financière pour remettre en cause les promesses du capitalisme. Ainsi le rapport du « Club de Rome » de 1972 portait déjà sur les « limites de la croissance ». L'augmentation générale et rapide des inégalités de revenus et le sentiment de préjudice et de mécontentement qui en résulte ont accentué la perte de confiance dans les bienfaits de l'économie. Les études menées sur le bonheur le montrent : dans les sociétés occidentales, ce n'est pas tant la croissance que la répartition équitable des richesses qui est déterminante. Cette perte de confiance a également une conséquence sémantique. Patrick Savidan explique ainsi que, depuis les années 1990, dans les débats théoriques sur l'économie, on parle à nouveau de « capitalisme », terme qui avait presque disparu depuis la guerre.
- 5 Le concept de capitalisme était connoté négativement depuis son utilisation politique par les socialistes utopiques comme Pierre-Joseph Proudhon et Auguste Blanqui. À l'origine, le concept est pourtant lié à l'ascension de la bourgeoisie et aux débuts de l'industrialisation au XIX^e siècle. Gerhard Minnameier voit ainsi « des implications morales dans le capitalisme dès son origine ». Le capitalisme est lié à l'avènement de la démocratie : « Le capitalisme a été un élément de l'émancipation des citoyens qui ont pu triompher des contraintes de la société d'ordres ; il crée un espace pour l'initiative individuelle et la concurrence et a donné ainsi à chacun le droit de chercher le bonheur. » Patrick Savidan souligne que le capitalisme n'est cependant pas le point de départ de cette émancipation, mais qu'il en est au contraire le bénéficiaire. L'origine de cette évolution est à rechercher dans la philosophie, comme dans la découverte du sujet de Descartes – d'où découlent la découverte de la conscience et la constitution de l'individu comme sujet de droit – ou bien dans le libéralisme de Benjamin Constant. Gerhard Minnameier rappelle que Max Weber rattache pourtant la naissance du capitalisme à une éthique, celle de l'éthique protestante du travail. Pour Patrick Savidan, si le capitalisme n'a pas inventé le marché, ce dernier s'est emparé de ce dispositif « naturel » pour le détruire en partie avec la mise en place de monopoles, comme l'a montré Fernand Braudel.
- 6 C'est ainsi que le capitalisme a émergé comme « une forme d'organisation économique et sociale » (Savidan) caractérisée par le fait que la « propriété réside dans la capacité de production des individus, et non dans celle de l'État » (Gerhard Minnameier). Le capital et la division du travail ont pour objectif de dégager un profit maximal grâce à des gains d'efficacité. De la recherche du profit individuel, on attend plus de confort matériel et même le bonheur pour tous : la thèse d'Adam Smith dans « La richesse des nations » (1776) est, selon Minnameier, encore valable aujourd'hui : « Les efforts pour réaliser des

profits et la possibilité de faire des bénéfices stimulent la créativité dont nous avons besoin pour produire de manière plus efficace, protéger notre environnement et vivre heureux. L'acheteur paye pour l'énergie investie ». L'universitaire allemand admet toutefois qu'il n'est pas certain que les téléphones portables ou les iPads nous rendent vraiment plus heureux. « Pour savoir si la croissance économique est une source de bien-être ou de bonheur, il faudrait tenir compte des impacts sur l'environnement et poser la question en terme de durabilité ». Par ailleurs, le capitalisme et l'économie de marché n'existent pas en tant que tels. Le capitalisme, soutient Minnameier, suppose un cadre et un contexte culturel favorables. Patrick Savidan ajoute que le capitalisme a besoin entre autres d'un État assez fort, capable de garantir les conditions de production, comme la validité des contrats négociés. L'État peut encourager ou limiter la concurrence selon les cas. Selon la force et l'influence qu'il exerce sur l'économie se dessinent différentes formes de capitalisme.

- 7 Dès l'origine, Savidan souligne qu'on a dénoncé les « maladies » du capitalisme. Marx dénonce ainsi qu'une partie de la valeur-ajoutée produite par le travail est confisquée par le capital. Ces dérives se sont accentuées depuis la disparition d'alternatives crédibles au capitalisme. La chute du mur de Berlin a marqué symboliquement le moment du triomphe du capitalisme. Il semble que des garde-fous moraux et économiques soient alors tombés, en particulier dans le secteur du capitalisme financier. On a encouragé des rendements toujours plus élevés dans un laps de temps de plus en plus court. Josef Ackermann défendait en 2009 l'objectif d'un taux de rendement de 25 % sur le capital investi : « Je ne peux donc reconnaître qu'un tel rendement soit amoral. Bien au contraire : de mon point de vue, notre cours était le seul à être juste, non seulement vis-à-vis de l'entreprise mais aussi pour la société ». Ce à quoi Patrick Savidan répond : on ne peut atteindre de tels rendements que dans des situations de concurrence extrêmes et au détriment du personnel, des concurrents et en outre de certaines couches de la population. Par ailleurs, depuis le début des années 1990, la répartition des plus-values réalisées est de plus en plus inégalitaire. On n'a pas besoin d'invoquer l'argument moral : un tel rendement n'est pas concevable sur le long terme. D'ailleurs quelques semaines après le débat francfortois, le successeur d'Ackermann réduisait les objectifs de rendement à 12 %.
- 8 La croissance des inégalités constitue la « pathologie » la plus préoccupante du capitalisme. Les risques du système pèsent d'ailleurs davantage sur les travailleurs que sur le capital, en particulier sur les couches sociales les plus vulnérables. Dans une société de plus en plus individualiste, chacun lutte pour l'amélioration de sa situation personnelle. Les sondages montrent ainsi que les gens croient de moins en moins au progrès collectif, ce qui n'était pas le cas jusque dans les années 1970. À ce propos, les économistes, comme le prix Nobel Herbert Simon, ont depuis longtemps établi que la production de la richesse est à 90 % un processus social. Le comportement de plus en plus répandu du « chacun pour soi » n'est pas critiquable seulement d'un point de vue moral : il méconnaît également notre dépendance vis-à-vis des autres.
- 9 L'« efficacité » même du système capitaliste, qu'on évoque pour justifier de telles déviances, est elle-même sujette à question. Patrick Savidan rappelle à cet égard que les crises se sont succédé depuis celle du Mexique en 1994 (1997 en Asie, 1998 en Russie, 2001 en Argentine). Les normes sociales et environnementales ont souvent été présentées comme des obstacles au capitalisme, alors qu'on devrait mesurer l'efficacité du capitalisme selon d'autres critères, comme celui de la durabilité : « Il peut être plus

efficace à long terme d'agir de façon morale. Les calculs de bénéfices à court terme peuvent conduire à une catastrophe : le critère d'efficacité ne vaut que dans un contexte précis. »

- 10 Gerhard Minnameier ne cache pas lui non plus les faiblesses du capitalisme. Le capitalisme idéal n'existe pas dans l'économie réelle : « Il est faux de dire que des rapports de production efficaces peuvent s'ajuster automatiquement sans aucune régulation. » Les monopoles ont permis en quelque sorte à des entreprises de travailler de manière inefficace. On assiste à des impacts négatifs dans les domaines social et environnemental : « Il faut faire la différence entre ce qui serait souhaitable en terme d'efficacité d'une part au niveau d'un individu ou d'un gestionnaire de fonds et d'autre part au niveau de la société. L'efficacité en elle-même est neutre. Tout dépend de l'objectif qu'on lui fixe et du pilotage. »
- 11 Parmi les différentes formes du capitalisme, c'est le capitalisme financier, taxé de « capitalisme-casino » qui est sans conteste la plus grande source de mécontentements. Gerhard Minnameier admet que lorsque des niches d'efficacité se constituent pour certains groupes, ceci s'avère préjudiciable pour l'ensemble de l'économie. Même si l'économiste admet l'utilité des instruments du capitalisme financier – comme les instruments de couverture de risque qui permettent à de nombreuses entreprises de faire face à la défection de crédit – il condamne l'utilisation de ces instruments à des fins purement spéculatives : « Ils peuvent infliger de graves préjudices à une économie, lorsque par exemple ils sont utilisés contre certains pays. Le capitalisme financier ne crée pas de nouvelles valeurs, ni iPads, ni mesures de protection de l'environnement. Seuls des capitaux sont distribués. Le profit de l'un est une perte pour un autre. La société n'en tire aucun profit ».
- 12 Que faire ? Comment le capitalisme peut-il être « moralisé » ? Les tensions entre l'économie et la morale sont aussi anciennes que les relations économiques. Minnameier pense ainsi aux *Essais* de Montaigne ou à Niklas Luhmann, qui aurait comparé l'éthique des affaires à la cuisine anglaise : « les deux n'existent pas ». Les avis des deux participants divergent sur l'art et la manière de changer les conditions-cadre.
- 13 Pour Minnameier, il est clair que des exigences éthiques dans l'économie sont nécessaires. Mais avant d'en appeler à la morale pour diriger l'économie, il faudrait changer les conditions-cadre de ces échanges. Au regard des errements de l'économie financière, Gerhard Minnameier exige des règles communes, valables sur le long terme, ainsi qu'un contrôle sur l'application de ces règles. L'économie financière a de toute façon intérêt à maintenir les bases de l'économie réelle, car elle est dépendante, elle aussi, de la croissance économique qui permet aux États de payer leurs dettes. Pour Minnameier, un équilibre doit donc être trouvé au sein du système entre coopération et concurrence.
- 14 Alors que le professeur allemand en appelle au bon sens économique du secteur et au consensus, son collègue français croit davantage en la confrontation : « Nous ne devons pas nous contenter de donner des leçons de morale aux entreprises, aux employés et aux acteurs de l'économie, ni espérer que des individus vertueux engendrent le bien commun. Je crois à la vertu du conflit politique. Seule une pression exercée par le politique pourra résoudre ces problèmes. » Il invoque alors le droit social, apparu en contradiction avec la logique du contrat, mais qui a permis de protéger les travailleurs du pouvoir économique.
- 15 En réponse à Patrick Savidan, G. Minnameier en appelle à la « pression de l'économie de marché » et aux effets de la concurrence pour remettre le système dans la bonne

direction. Ceci a permis par exemple de produire des automobiles moins polluantes. Sa position est la même à propos des prix et des salaires, puisque, dans le capitalisme moderne, tout est fixé en fonction de l'offre et de la demande. Minnameier objecte en outre que souvent des règles sont inapplicables au niveau politique, si un État refuse par exemple de se soumettre à une réglementation mise en place dans d'autres pays. L'économiste réclame des règles supranationales décidées par les entreprises elles-mêmes. Il en appelle comme Hayek à la raison du marché : « L'économie nous aide dans ce cas à trouver des solutions éthiques et réalistes lorsqu'il n'y a pas de consensus. De telles questions ne doivent pas être placées sous la seule responsabilité de la morale de l'entrepreneur, mais aussi faire appel à celle des employés et des consommateurs. De même, la question n'est pas uniquement d'ordre politique et ne doit pas être laissée au seul législateur. » Dans un monde globalisé, il est nécessaire de se mettre d'accord sur des standards éthiques à condition qu'ils soient appliqués partout. Si l'on se met par exemple d'accord sur l'interdiction du travail des enfants, nous devons exiger de la coopération et un engagement réciproque afin que certaines firmes ne s'y soustraient pas et en profitent pour nuire aux autres. « Aussi longtemps que le mot « efficient » sera réduit à signifier « bon marché », un fournisseur éthique pourra être supplanté par des concurrents moins chers. Il perdra son marché – sauf s'il parvient à mettre en valeur son engagement éthique. »

- 16 Un comportement éthique dans l'économie est-il pensable aussi longtemps que des règles communes manqueront ? Minnameier répond par l'affirmative. « Même un comportement apparemment purement altruiste doit être au bout du compte rentable. Ainsi le bénéfice que réalise un paysan bio qui renonce à des revenus élevés n'est certes pas matériel mais d'ordre idéologique ». Patrick Savidan évoque pour finir l'exemple des coopératives qui suivent des lignes directrices éthiques. Dans ces entreprises, les actionnaires sont également producteurs. Les attentes en termes de gains sont moindres, mais le bien-être au travail est plus élevé. « Je suis convaincu qu'il existe au sein des entreprises une place pour une réflexion purement éthique. Ceci permettrait au moins d'améliorer la satisfaction au travail ».
- 17 Derrière cette discussion sur la morale et le capitalisme se dessinent donc des conceptions différentes de l'homme. Gerhard Minnameier croit ainsi qu'il est naturel que tous les hommes veuillent assurer leurs avantages et leur position de monopole. Patrick Savidan nuance cette représentation qui fait de l'homme un *homo economicus*, purement rationnel dont le seul dessein serait de tirer de ses activités le bénéfice maximal. Ainsi Amartya Sen dans ses travaux a montré que l'économie n'est pas une science exacte, mais est au contraire soumise à la morale des individus qui la portent. Savidan appelle les consommateurs à adapter un comportement plus éthique. Les clients, en faisant le choix de produits « sociaux » ou « écologiques » peuvent introduire une dimension éthique dans leur acte d'achat.

AUTEURS

JOHANNES WETZEL

Journaliste qui modérait la discussion.